

Stratégie locale de mobilité solidaire – éléments de méthode

29 Janvier 2026

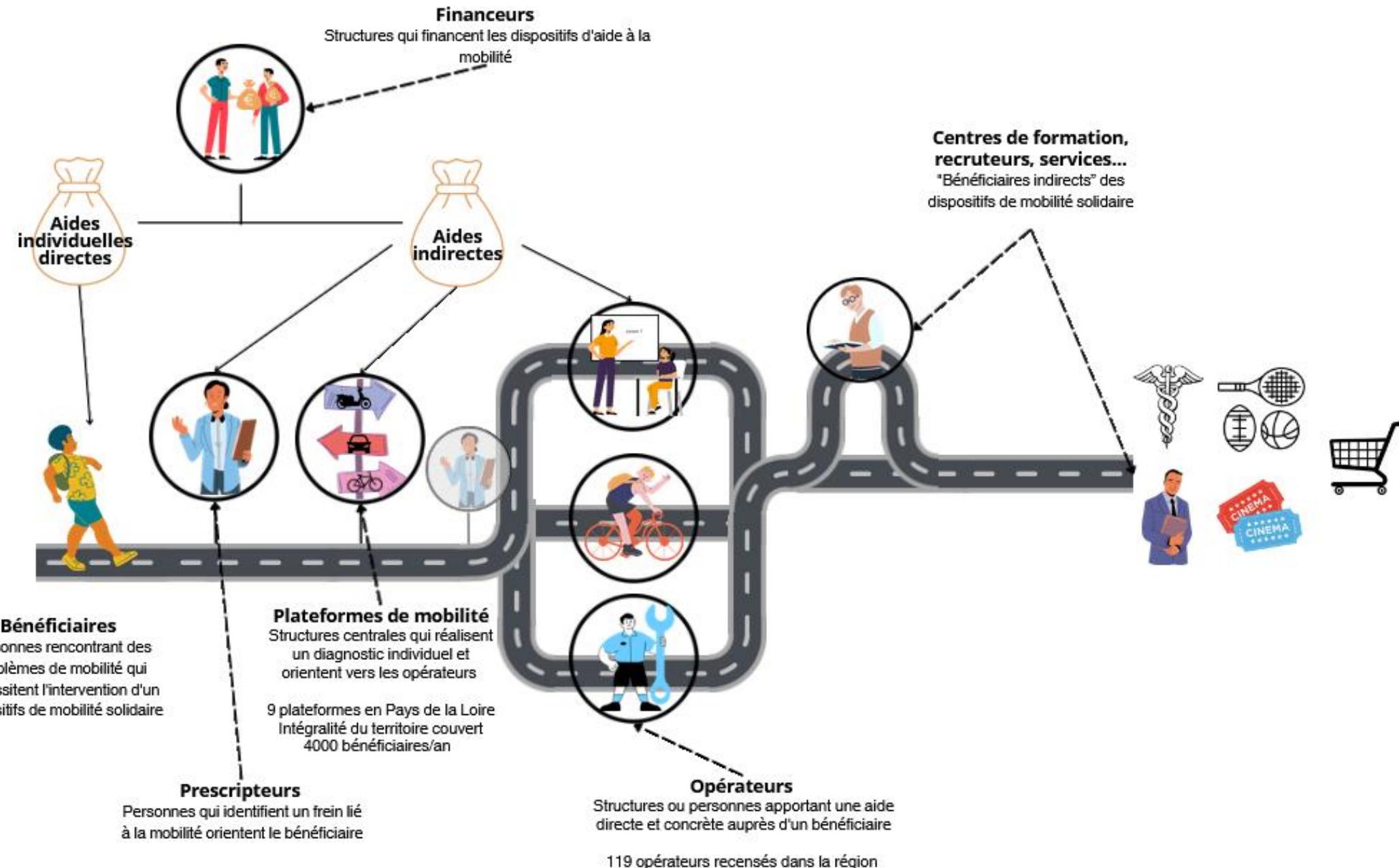
Particularités

- Une approche multi-acteurs large et à la frontière entre l'action sociale et la mobilité
- Une composition forte de services portés par le tissus associatif, de l'économique solidaire et sociale ou privé sur laquelle la puissance publique n'a qu'un poids relatif
- Une volatilité forte de l'offre de service (service et cible)
- Une approche centrée autour de l'individu
- Une présence forte des prescripteurs au contact direct des bénéficiaires
- Une difficulté à évaluer le bénéfice social et collectif, notamment d'un point de vue de l'efficience économique

1 - D'un monde à l'autre: comprendre les différences culturelles



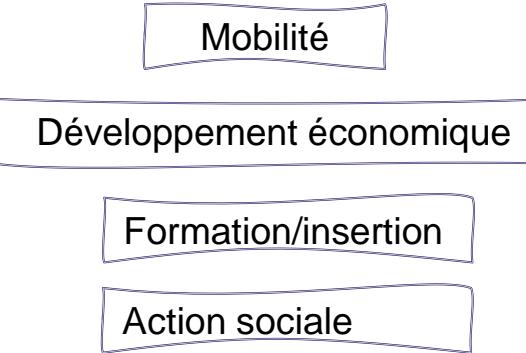
L'univers de la mobilité solidaire: le parcours du bénéficiaire



L'univers de la mobilité durable et inclusive : un foisonnement d'acteurs aux cultures professionnelles différentes

acteurs opérationnels, financeurs, facilitateurs, contrôleurs, élus et techniciens...

Des acteurs publics institutionnels : Etat, Région, Conseil départemental, EPCI, Communes, ARS...



Des acteurs parapublics :
SEM, Opérateurs de l'Etat ou des collectivités, agences (Cerema, ADEME, ANAH, ANRU...), Partenaires Sociaux (France travail, URSSAF, MSA)...

Des citoyens bénéficiaires :
direct et indirects

Des acteurs associatifs :
associations de bénévoles ou employeuses, locales ou nationales, réseaux d'acteurs

Des acteurs privés :
Acteurs opérationnels de marché, financeurs (dons, fondations...), mécénat de compétences

Des freins à lever pour permettre aux acteurs de travailler ensemble

Des difficultés de vocabulaire

Chacun, en fonction de son vécu, de sa formation d'origine, son expérience utilise des termes et des niveaux de langage différents, mobilise des références propres (met des idées différentes derrières les même mots...)

« Faisons nous de la mobilité inversée, de l'aller vers ou parlons nous tout simplement d'un vendeur ambulant et d'un jour de marché »

Des difficultés de représentations

Chacun a une représentation de son métier et des représentations a priori des autres métiers et acteurs et des problématiques qu'il faut accepter et essayer de rapprocher pour dégager du commun

Des difficultés de temporalité

Chacun a des contraintes différentes de temporalité d'intervention

« comment choisir entre l'urgence sociale individuelle et immédiate et l'urgence climatique collective et dans le temps long »

Des freins à lever pour permettre aux acteurs de travailler ensemble

Des difficultés de mobilisation/ de légitimité

Pour certains les espaces de travail autour du projet de territoire font partie intégrante de leur missions professionnelles, pour d'autres, il s'agit de temps personnels, de mission non portées par leur structure/hiérarchie d'appartenance, d'espaces où ils ne se sentent pas attendus ou légitimes...

Des difficultés de distanciation

Certains des acteurs sont confrontés très directement au quotidien des gens en précarité et nouent des liens très forts interpersonnels quand d'autres acteurs sont très éloignés des situations individuelles ce qui peut créer des fossés/ des sentiments d'acteurs « hors sol »

Des approches différentes

Dans le monde des transports la puissance publique est souvent maître d'ouvrage et propriétaire de l'infrastructure et du matériel roulant, quand dans l'action sociale elle subventionne plus souvent le fonctionnement.

→Accompagner et laisser une place importante à l'interconnaissance des acteurs et à la dynamique territoriale.

2 – Fixer les objectifs de la stratégie - une priorité



Des objectifs – pourquoi?

- Se fixer un cadre commun et un « pitch politique »
- Aider au choix des actions et les comprendre
- Construire les indicateurs d'évaluation et suivre la réussite du projet
- Aider à la mobilisation de financement

Exemple – Participer au retour et au maintien dans l'emploi des habitants du territoire

Axe de travail

- Augmentation de l'offre pour des trajets domicile-travail ou domicile-formation

Acteurs à mobiliser

- Services métiers et élus en charge du développement économique/insertion/formation
- Opérateurs de l'insertion (SIAE, France travail, missions locales...)
- Plateforme de mobilité
- Centres de formation
- Clubs d'entreprises
-

Cibles

- Personnes actives, en formation ,...

Financements mobilisables

- Pactes des solidarités, France Travail,...

Evaluation

- Indicateurs orientés accessibilité du territoire, desserte des ZAC des lieux de formation
- Indicateurs sur le nombre de freins levés lié à la mobilité dans le parcours d'accès/maintien dans l'emploi ou la formation
-

Exemple – Développer les liens sociaux et les passerelles intergénérationnelles des habitants des centres bourg

Axe de travail

- Augmentation de l'offre sur un territoire large tous les jours de la semaine et à tous les horaires

Acteurs à mobiliser

- Services action sociale, Culture, Jeunesse et sport...
- Associations de quartier
- Club des aînés, club sportifs
- Relais (associations liée à la précarité, missions locales, EPHAD, ...)
- Plateforme de mobilité
- Gérontopôle
- Grand public
- ...

Cibles

- Jeunes, Seniors
- Les « empêchés »
- Ceux qui peuvent partager

Financements mobilisables

- Autonomie des ainés, accès à la culture, au sport....

Evaluation

- Indicateurs orientés accessibilité aux services
- Disponibilité de l'offre de transport
- Baisse de l'immobilité subie
- Nombre de rencontres/ de communautés créées
- ...

3 - Quelles données ? Le visible et l'invisible



Les données pour comprendre les situations de mobilité

- Les données quantitatives disponibles sur la mobilité solidaire restent limitées et partielles.

DORA, Diago, Soliguide, France Mobilités, LMI, INSEE

<https://dora.inclusion.gouv.fr/> <https://www.data.gouv.fr/datasets/referentiel-de-l'offre-d'insertion-sociale-et-professionnelle-data-inclusion>

<https://soliguide.fr/>

<https://diagnostic-mobilite.fr/diago/>

<https://www.francemobilites.fr/>

<https://www.mobiliteinclusive.com/cartographie-des-plateformes>

<https://www.insee.fr/>

Elles sont utiles pour identifier des dispositifs, des acteurs ou des zones couvertes, mais elles ne permettent que difficilement d'appréhender les usages réels: diagnostic partagé

- Rapport Secours Catholique, baromètre Wimoov, rapport des plateformes locales illustrent des exemples.

- Les données qualitatives sont complémentaires.

Entretiens, retours d'usagers ou bénéficiaires

Elles permettent de saisir les pratiques effectives, les contraintes vécues, les freins d'accès et les besoins non couverts.

Le non-déplacement: angle mort de la donnée

- La connaissance des personnes qui ne se déplacent pas est peu documentées. En dehors des Enquêtes Ménages Certifiées Cerema (EMC²), les sources permettant d'approcher le non-déplacement sont quasi inexistantes.
Biais d'observation : on mesure ce qui fonctionne (fréquentation des services et des réseaux de transport) moins ce qui empêche ou limite le déplacement.
- La mobilité inversée apporte un changement de regard : ce sont les services, l'emploi ou l'activité qui se déplacent vers les personnes, par exemple Actimob SNCF, Croix-Rouge sur roues, Fraternibus, bus itinérants France Services etc. Ces dispositifs permettent d'identifier des besoins jusqu'alors **peu visibles**.



4 – La mobilité solidaire c'est de la dentelle !



Prise en compte des situations individuelles

- Ce qui est pertinent à l'**échelle locale** (ex. langue spécifique, jeunes ou personnes agées etc.) perd en efficacité à des échelles plus larges, où l'action repose sur des principes communs. L'enjeu n'est pas d'opposer individu et collectif, mais de déterminer à quel niveau la prise en compte des actions est la plus pertinente.
- La **LOM** (Loi d'Orientation des Mobilités) apporte un cadre structurant via l'échelle des **bassins de mobilité** et les outils de concertation comme le **comité des partenaires**. Toutefois, l'accompagnement social et la mobilité solidaire restent fortement ancrés aux échelles communale et départementale, centrales pour l'identification des besoins et l'accompagnement des publics.



Quelle place pour les bénéficiaires dans la planification ?

- La participation directe des bénéficiaires aux instances de gouvernance se heurte à plusieurs limites :
 - **représentativité** des personnes mobilisées,
 - caractère **transitoire** du statut de bénéficiaire.
- L'enjeu n'est donc pas seulement de faire pour, mais **d'aller vers**, en s'appuyant sur les structures d'accompagnement, les acteurs de terrain et les dynamiques locales existantes.

Cela suppose d'intégrer la parole des publics bénéficiaires sans figer les situations ni enfermer les personnes dans un statut.



Conclusion

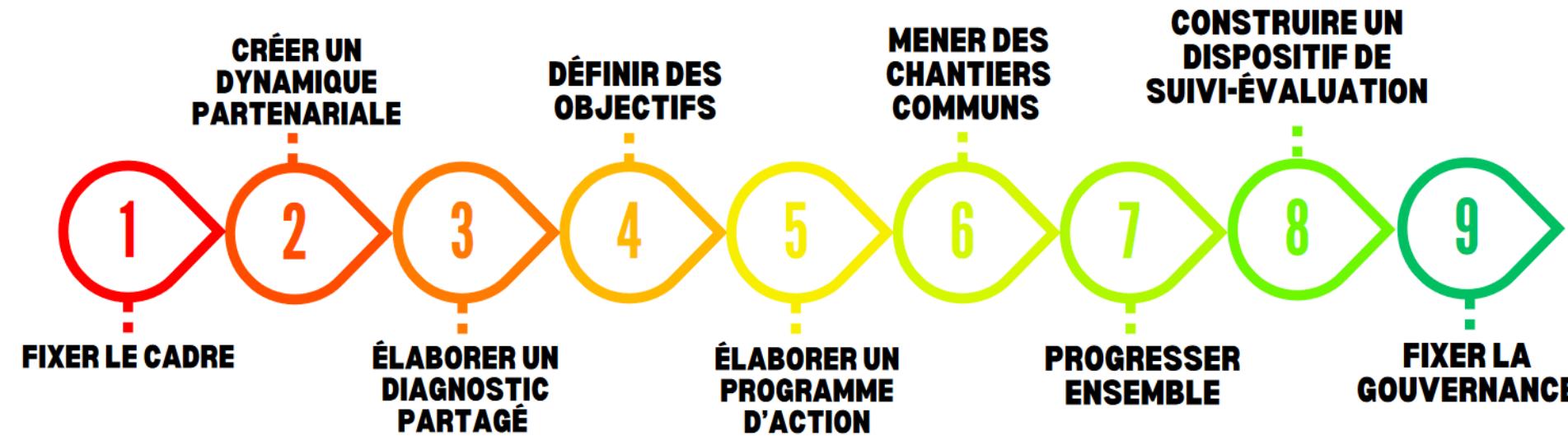


Des freins mais aussi des accélérateurs!

- Un sujet qui monte dans les deux univers
- Des exemples inspirants de plus en plus nombreux
- Des acteurs déjà en mouvement
- Des valeurs mobilisatrices communes
- Un impact fort du travail en atelier collectif qui doit s'inscrire dans le temps

Une proposition de processus

PROCESSUS





Merci pour votre attention

www.cerema.fr

